



«Où va la droite ?». La chronique de Patrick Devedjian

La droite et la gauche souhaitent revenir au pouvoir et c'est dans la nature des choses, mais elles ne peuvent y arriver en faisant comme d'habitude. Elles doivent se mettre au clair avec leurs convictions et déterminer un projet solide qui les reflète

La droite a longtemps été honteuse, se définissant avant tout par le refus de la gauche assorti d'un opportunisme que justifierait un prétendu pragmatisme. L'inconsistance de son identité et l'absence de convictions proclamées ont finalement favorisé l'émergence de l'extrême droite. C'est une grande habileté de la gauche que d'avoir su inoculer ce que Jean Plumyène et Raymond Lassiera appelaient « le complexe de droite », il y a quelques dizaines d'années. A l'origine de ce complexe se trouve la honte et la crainte d'apparaître comme l'héritière du régime collaborationniste de Pétain et des valeurs auxquelles il se référait. Même si les collaborationnistes les plus extrêmes étaient le plus souvent issus de la gauche comme Doriot, Laval ou Déat.

Cette attitude a engendré une sorte d'incapacité à se doter d'une plate-forme idéologique ou même à poser seulement quelques principes structurants : c'est bien ce qui manque aujourd'hui. Certes, Emmanuel Macron a su opportunément brouiller les cartes en réussissant une campagne électorale fondée sur le thème d'un clivage dépassé entre la droite et la gauche, mais cette thématique a trouvé sa crédibilité dans les difficultés de la droite à définir sa propre nature, comme dans l'épuisement idéologique de la gauche.

La France n'est pas hémiplegique, elle a besoin de ces deux piliers, la droite et la gauche, pour grandir, s'adapter au monde qui l'entoure et lui apporter son héritage exceptionnel

Pourtant ces valeurs de droite existent et sont partagées sans difficulté par bon nombre de Français : le travail, le mérite, le respect de la liberté de chacun, de la sécurité et de la propriété individuelle, l'attachement à l'histoire... Tout comme celles qui structurent la gauche : la justice, l'égalité, le partage... La France n'est pas hémiplegique, elle a besoin de ces deux piliers, la droite et la gauche, pour grandir, s'adapter au monde qui l'entoure et lui apporter son héritage exceptionnel.

Mais, quand on observe, au-delà des alternances gouvernementales et malgré les promesses électorales récurrentes, la dérive de l'endettement public qui atteint aujourd'hui près de 100 % du PIB, le maintien d'un déficit financier égal ou supérieur à 30 % du budget de l'Etat, il ne faut pas s'étonner que cette irresponsabilité partagée conduise les électeurs à renvoyer dos à dos la droite et la gauche.

De ce point de vue, le « nouveau monde » du président Macron n'a rien changé, personne ne propose sérieusement un plan de réduction de la dépense publique. Les élus locaux de droite continuent, à quelques exceptions près, à augmenter le poids de la fiscalité locale, l'emblématique Métropole du Grand Paris en tête, en dépit du vide sidéral de son action.

Les partis politiques ont si peu d'idées que c'est toujours la même administration nationale qui fait les programmes des uns et des autres, ce qui est fatal à tous

Exil doux et provisoire. Les partis politiques ont si peu d'idées que c'est toujours la même administration nationale qui fait les programmes des uns et des autres, ce qui est fatal à tous. Quant aux différents candidats à l'élection présidentielle, ils sont dans des démarches marketing suggérées par des agences de communication qui n'ont aucun engagement politique, et le corps électoral le comprend fort bien.

Les élections européennes prochaines auront lieu à la proportionnelle nationale ce qui provoquera un émiettement des élus nuisible à la voix de la France et à la crédibilité de l'action de tous. Les partis politiques trouvent dans ces élections l'occasion de recycler les cadres battus aux élections nationales. Les heureux élus sont ainsi écartés de fait du débat politique national et vivent leur mandat comme un doux et provisoire exil.

Rares sont ceux qui se passionnent pour ce champ politique, éloigné des caméras, mais pourtant essentiel pour l'avenir des générations futures. L'Europe est la matrice d'un modèle de civilisation et des valeurs qui la rassemblent mais dont la pérennité n'est pas assurée. L'enjeu décisif n'est pas la prééminence de nos nations devenues trop petites mais bien la définition des règles qui organiseront la société mondiale. Nos partis politiques regardent ailleurs.

Charles Aznavour disait qu'il était 100 % Français et 100 % Arménien : ça ne dérange même pas les

mathématiciens

Métissage. Le principe de laïcité, appliqué avec la même autorité qu'à l'égard des catholiques en 1905, suffirait à mettre fin au débat délétère sur l'identité qui focalise différents courants du monde politique. On ne peut demander aux gens de rester dans un pays d'origine où la mort les guette, et ne rien faire pour les aider à y vivre : ce devrait être un rôle essentiel pour l'Europe, qui a besoin de devenir une puissance pour cela. On ne peut faire longtemps obstacle à la mobilité mondiale, conséquence de la facilité technique des déplacements. Le métissage est probablement l'avenir de la planète, comme il l'est déjà au Brésil. La France a toujours su intégrer les étrangers qui la rejoignent et 25 % des Français ont au moins un de leurs grands-parents de nationalité étrangère. Charles Aznavour disait qu'il était 100 % Français et 100 % Arménien : ça ne dérange même pas les mathématiciens.

Pourtant quand les Arméniens réfugiés du génocide sont arrivés à Marseille en 1923, le maire, Siméon Flaissières, médecin et socialiste, déclarait à leur propos : « l'on annonce que 40 000 de ces hôtes sont en route vers nous, ce qui revient à dire que la variole, le typhus et la peste se dirigent vers nous, s'ils n'y sont pas en germes pullulants depuis l'arrivée de ces immigrants, dénués de tout, réfractaires aux mœurs occidentales, rebelles à toutes mesures d'hygiène, immobilisés dans leur indolence résignée, gros danger public pour ce pays tout entier ». Charles Aznavour naissait à Paris un an après : aujourd'hui la France s'apprête à lui rendre un hommage national !

La droite et la gauche souhaitent revenir au pouvoir et c'est dans la nature des choses, mais elles ne peuvent y arriver en faisant comme d'habitude. Elles doivent se mettre au clair avec leurs convictions et déterminer un projet solide qui les reflète. Sénèque disait « il n'est pas de vent favorable pour qui ne connaît le port »: le port ce n'est pas le pouvoir en soi, c'est notre pays.